

**Séance ordinaire du
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions,
de l'expertise et de l'engagement professionnel - Refonte du Régime Indemnitaire
des catégories A, B et C - Approbation**

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 crée un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, RIFSEEP, dont la circulaire du 5 décembre 2014 précise la mise en œuvre.

Ce dispositif est le nouvel outil indemnitaire de référence qui vise à remplacer progressivement la plupart des primes et indemnités existantes, par adhésions successives des différents corps et emplois depuis 2014. Par ailleurs, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de modernisation de l'administration de ses ressources humaines pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels est confrontée la collectivité et notamment :

- le rapprochement des administrations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, par leur coopération accrue et la mutualisation de certains de leurs services ;
- le souci de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes au travers de sa politique salariale.

Dans ce contexte, il est proposé de poser les principes d'une architecture indemnitaire renouvelée et fondée sur :

- l'harmonisation des échelles de reconnaissance des fonctions d'encadrement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, favorisant ainsi la cohérence de leurs organisations, les passerelles entre les deux collectivités et la mobilité de leurs agents ;
- la meilleure reconnaissance des responsabilités et fonctions d'encadrement ;
- une plus grande égalité, notamment entre les femmes et les hommes, en réduisant significativement les écarts indemnitaires entre les filières ;
- l'unification des régimes indemnitaires au sein d'un même grade à même fonction, en effaçant les distinctions autour de l'échelon.

Pour la mise en œuvre de cette nouvelle architecture indemnitaire, il convient de distinguer trois situations (annexe 1).

Pour l'ensemble de ces situations, bénéficient du régime indemnitaire de la Ville de Montpellier, l'ensemble des fonctionnaires, titulaires et stagiaires, et des agents contractuels mensualisés de droit public. En sont notamment exclus les agents de droit privé, les agents vacataires, les assistantes familiales et maternelles ainsi que les agents saisonniers, à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière.

Les agents contractuels mensualisés de droit public, à l'exception des agents recrutés en application de l'article 3-3 de la loi 84-53 qui bénéficient des modalités applicables aux titulaires, bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique sur fonction de grade durant leurs 4 premières années d'exercice au sein de la collectivité. S'ils exercent des fonctions d'encadrement ou des fonctions avec sujétions particulières, s'y ajoutent les montants applicables à celles-ci. Ils bénéficient dès lors qu'ils ont atteint cette durée de service de 4 ans du même régime indemnitaire que les agents titulaires.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le régime indemnitaire est proratisé pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

1. La situation des filières non concernées par le RIFSEEP, dont les primes et indemnités actuellement applicables ne permettent pas d'intégrer la nouvelle architecture indemnitaire.

Pour ces cadres d'emplois, les délibérations actuellement en vigueur sont maintenues ; les modalités et niveaux d'attributions actuels sont inchangés.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice du régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

2. La situation des cadres d'emplois pour lesquels le RIFSEEP n'est pas encore applicable, en l'absence des arrêtés de référence, mais ayant vocation à intégrer la nouvelle architecture indemnitaire.

Les primes et indemnités qui leur sont applicables sont maintenues (annexe 3). Leur individualisation est conforme à la nouvelle architecture indemnitaire (annexe 4), dans la limite des plafonds propres à chaque grade. Les plafonds s'entendent toutes primes et indemnités cumulées.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice du régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

3. La situation des cadres d'emplois bénéficiant du RIFSEEP.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise, IFSE, est instaurée selon les montants minimaux par grade et les montants maximaux afférents à chaque groupe de fonctions établis en annexe 2.

En application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité, l'IFSE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par l'arrêté du 27 août 2015 pris pour application de cet article du décret. Elle est cumulable avec les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, permanences...).

Pour l'application de l'IFSE, des montants maximaux d'attribution sont déterminés selon le groupe de fonctions, conformément aux dispositions de la présente délibération (annexe 2), et ne peuvent dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

En outre, l'annexe 2 définit également un montant mensuel minimum d'IFSE par grade. Ce montant est fixé pour un temps complet sur la totalité d'un mois. Il est le cas échéant proratisé en fonction du temps de travail et réduit en fonction de la période effectivement travaillée.

Les groupes de fonction réunissent par catégorie hiérarchique, les postes pour lesquels le niveau combiné de fonction, de sujétion et d'expertise est reconnu de manière globalisée, quel que soit le cadre d'emploi.

Les fonctions d'un cadre emplois sont réparties au sein de ces différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- 1° Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- 2° Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- 3° Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ainsi, l'IFSE, tient notamment compte du niveau d'encadrement et de responsabilité des fonctions exercées mais également des qualifications et technicité inhérentes à chaque cadre d'emploi ainsi que de l'expertise particulière et des sujétions propres aux missions exercées.

Le montant individuel mensuel attribué à chaque agent est ainsi déterminé :

- selon la grille établie en annexe 4 de la présente ;
- cette première attribution est complétée le cas échéant pour tenir compte de fonctions, sujétions ou expertise particulières, dans le cadre des reconnaissances particulières listées en annexe 5 de la présente.

Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, ainsi que de maladie ordinaire. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de congés longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

L'attribution de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade. En l'absence de changement, le réexamen intervient au moins tous les quatre ans. Si des gains indemnitaires sont possibles, le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique.

Pour l'ensemble de ces situations, le montant mensuel fixe dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, le cas échéant et à titre individuel, à fonction équivalente ou supérieure, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place de la nouvelle architecture indemnitaire.

Pour chaque agent, l'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler cette attribution.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Ces évolutions sont indépendantes de la prime semestrielle versée aux agents de la Ville de Montpellier au titre des avantages collectivement acquis du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

L'ensemble de ces évolutions du régime indemnitaire attribué par la Ville de Montpellier a été soumis au Comité technique du 26 mars 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le régime indemnitaire applicable aux agents de la Ville de Montpellier selon les modalités ci-dessus définies et les annexes jointes à la présente délibération ;
- de préciser que ce régime indemnitaire sera applicable dès que la présente délibération aura acquis son caractère exécutoire ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 avril 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE 1-Périmètre d'application de la nouvelle architecture d'attribution du régime indemnitaire issu du RIFSEEP
- ANNEXE 2-Cadres d'emplois et plafonds d'application du RIFSEEP
- ANNEXE 3-Primes et indemnités hors RIFSEEP
- Annexe 4-Grilles d'attribution de la nouvelle architecture indemnitaire
- ANNEXE 5-Reconnaisances particulières complémentaires dans le cadre de L'IFSE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180403-32376-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 13/04/18
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.